

Bolivie: les angles morts du «prodige Evo Morales»

PAR FRANÇOIS BONNET
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 19 OCTOBRE 2019



Evo Morales, lors de son dernier meeting, le 16 octobre. © Reuters

Au pouvoir depuis 2006, Evo Morales a profondément bouleversé la Bolivie. Mais le premier président indien, qui a vanté les vertus de la Terre Mère, a encouragé l'agro-industrie et n'a pas changé une économie basée sur une exploitation à outrance des ressources naturelles. Explications avec deux spécialistes, Dimitri de Boissieu et Claude Le Guill.

« Ne m'abandonnez pas ! », a crié à la foule Evo Morales lors de son dernier meeting de campagne avant l'élection présidentielle de dimanche 20 octobre. L'appel en dit long sur les difficultés inédites du président bolivien, au pouvoir depuis janvier 2006, et qui avait été réélu haut la main et dès le premier tour à deux reprises en 2009 et 2014.

Ce quatrième mandat recherché est-il celui de trop ? **Beaucoup de Boliviens le pensent**, qui notent l'usure du président sortant et de son équipe, et s'inquiètent des tentations autoritaires de son parti le MAS (Mouvement vers le socialisme). Morales pourrait cette année être confronté à un deuxième tour face au

principal candidat de l'opposition, le centriste Carlos Mesa, qui avait été président durant dix-huit mois avant de démissionner en 2005.



Evo Morales, lors de son dernier meeting, le 16 octobre. © Reuters

La magie Morales s'est pour partie dissipée. Longtemps très populaire, le premier président indien de l'Amérique latine, l'homme qui a plaidé pour une révolution sociale, qui a inscrit au cœur de son projet les « *droits de la nature* », le « *vivre bien* » et vanté le respect de la Terre Mère, a remporté d'incontestables et importants succès. Les programmes sociaux massifs ont sorti des millions de personnes de la pauvreté. Le « réarmement » de l'État face à des multinationales qui pillaient les ressources du pays a permis une modernisation accélérée, une croissance parmi les plus fortes de l'Amérique latine et un désendettement.

Durant presque un siècle, la Bolivie avait été le pays le plus instable de la région, accumulant putschs, dictatures militaires, changements de régime et révoltes populaires. Et en 2005/2006, pas grand monde ne pouvait imaginer qu'Evo Morales, l'ancien syndicaliste des *cocaleros*, le militant révolutionnaire, le défenseur des droits des communautés indigènes, le porte-parole d'un projet original de socialisme collaboratif tiendrait plus de quelques mois au pouvoir.

C'est dire le chemin parcouru et les succès engrangés par un homme qui a fasciné une large partie des gauches occidentales. Certains y voient la **réalisation de l'« écosocialisme »**. D'autres notent « *la prodigieuse métamorphose* » du pays. Mais tous ces succès, et ils sont nombreux, ont aussi leurs zones d'ombre et s'accompagnent d'échecs retentissants. Le principal est que le « *président écologiste* » des « *droits de la nature* » n'a en rien modifié une économie qui repose sur une exploitation intensive des ressources naturelles, gaz, hydrocarbures, mines.

Cette politique extractiviste s'est doublée d'un feu vert donné à un développement sauvage de l'agrobusiness, autre priorité du régime qui lui permet, au passage, d'avoir construit un compromis politique avec l'opposition traditionnelle des entrepreneurs et des grands propriétaires des régions de l'est. Pendant que le monde s'indignait cet été des incendies dans l'Amazonie brésilienne, des communautés paysannes manifestaient contre l'inaction du gouvernement bolivien alors que brûlaient des millions d'hectares.

En cette « longue décennie Morales », la Bolivie s'est incontestablement enrichie, pacifiée. Mais l'angle mort du bilan Morales est bien la question environnementale et écologique. Pour mieux cerner ce bilan, Mediapart a interrogé deux spécialistes de la Bolivie, auteurs de deux livres passionnants. Claude Le Guill, **chercheur à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine**, vient de publier avec Laurent Lacroix *Le Processus de changement en Bolivie* (éditions IDHEAL). Dimitri de Boissieu, écologue qui a travaillé sur la conservation de la biodiversité en Amérique latine, au Niger et en France, publie pour sa part *Bolivie, l'illusion écologiste* (éditions écosociété). Voici leurs explications.

Comment Evo Morales a-t-il pu se présenter à un quatrième mandat après avoir perdu en 2016 un référendum constitutionnel qui portait justement sur cette question ?

Claude Le Guill. Il y est parvenu *via* le tribunal constitutionnel bolivien qui a autorisé une nouvelle candidature. Mais cette élection est tout de même très contestée, par l'opposition bien sûr, mais aussi par une partie de son électorat. Evo Morales a perdu une certaine aura avec cette affaire. Beaucoup de gens, qui étaient dans l'incertitude, ont vu d'un mauvais œil ce passage en force. C'est aussi, voire surtout, révélateur de l'incapacité à générer de nouveaux leaders et un renouvellement au sein du parti de Morales, le MAS. Le MAS représente tellement de courants différents, opposés, voire contradictoires, qu'Evo Morales est le seul qui parvient à fédérer tout le monde par son charisme et son poids symbolique.

Dimitri de Boissieu, dans le récit que vous faites de ce qu'est la Bolivie aujourd'hui, c'est presque un culte de la personnalité que vous décrivez ?

Dimitri de Boissieu. Morales est un personnage très charismatique et il bénéficie toujours d'être le premier président indigène de Bolivie. Tout le MAS est centré sur lui. Depuis sa première élection en décembre 2005, il a apporté une stabilité au pays et cela est très apprécié. Cette quatrième candidature génère effectivement de la déception, car c'est la première fois que Morales force le processus démocratique. Or sa popularité tenait aussi au respect des institutions et de la démocratie. D'où la crainte d'une partie de l'électorat d'une dérive un peu autoritaire ou autocratique. Mais Morales bénéficie encore d'un large soutien, parce que les Boliviens sont satisfaits des nombreuses avancées du pays.

L'image que l'on a en Europe de Morales, le premier président indien, l'ancien syndicaliste, le chantre de l'écosocialisme, des droits de la nature, du bien vivre et de la Terre Mère, la « Pachamama », une sorte de personnage mythique peut-être plus encore que Lula ou Chavez, cette image est-elle également celle qui est retenue par les Boliviens ?

Claude Le Guill. Oui. Il y a d'abord une communication très forte sur cette image, mais aussi sur le tandem qu'il forme avec le vice-président Álvaro García Linera. On a parlé de « *l'alliance du poncho et de la cravate* », le militant qui vient de la base et l'intellectuel. Morales a également très bien joué de son image pour obtenir des soutiens importants à l'étranger et cela pèse lourd. Je l'ai comparé, dans un article, à la figure de l'indien universel. Quand il se déplace en Amérique latine, quand il va à l'ONU,

aux États-Unis, on lui met les costumes traditionnels, etc. Il incarne cela, les communautés, les peuples autochtones, les droits des minorités ethniques.



Dimitri de Boissieu. Oui, cela reste une image très forte, à l'étranger, mais aussi en Bolivie. Il y a dans le pays cette affiche où l'on voit Evo Morales avec Túpac Katari, le chef des indigènes aymara qui organisa en 1781 un soulèvement armé contre les Espagnols et qui déclare avant de mourir écartelé : « *Je reviendrai et je serai des millions.* » Evo Morales demeure une très grande figure. Aucun autre leader politique en Bolivie n'a un tel charisme, une telle notoriété.

Comment expliquez-vous la fascination qu'il exerce sur une large partie des gauches occidentales et, un temps durant, chez les écologistes ?

Dimitri de Boissieu. Le projet qu'il a porté en arrivant au pouvoir était à la fois très progressiste et très novateur, surtout pour un pays comme la Bolivie qui a souffert, bien plus que d'autres, de plusieurs décennies de néolibéralisme intense et de dérégulation. Il a suscité d'autant plus d'enthousiasme qu'il a obtenu des résultats très concrets. Ce pouvoir a réussi à améliorer très nettement les conditions de vie, à baisser fortement les taux de pauvreté, le chômage. Beaucoup de populations défavorisées sont devenues les classes moyennes aujourd'hui. Donc, il y a de réels succès en

termes de régulation de l'économie et de redistribution des richesses. Un président indien qui prône les valeurs de la Terre Mère, du vivre bien a également un côté assez romantique pour nos gauches européennes qui se cherchent. Or sur l'écossocialisme, par exemple, ce n'est pas un concept utilisé sur place. En effet, la synthèse ne se fait pas entre le rouge et le vert.

Claude Le Gouill. La grande réussite d'Evo Morales a été la nationalisation des hydrocarbures et du gaz, une nationalisation qui n'en est pas une en fait, mais qui a été une renégociation de l'impôt pour ces sociétés ce qui a créé d'immenses ressources publiques. Le budget de l'État a été multiplié par quatre entre 2006 et 2013. Cela a permis de financer énormément de politiques sociales. La pauvreté extrême a baissé de 18 points entre 2005 et 2014. Électricité, services de base, infrastructures, routes : le développement est spectaculaire. Et cela génère énormément de changements sociaux et culturels. Ce pays est en pleine modernisation, ce qui était aussi souhaité par la population.

Est-ce que c'est un modèle bolivarien, à la Chavez, c'est-à-dire on redistribue très fortement les produits de la rente pétrolière, ou est-ce différent ?

Claude Le Gouill. Pour partie. Le projet de Morales, c'est un État fort, régulateur et redistributeur. Et cela a été fait. Un des échecs, en revanche, c'est le projet de ce que Morales appelait « *l'économie plurielle* » : l'économie étatique et des très grands groupes allait ruisseler, fusionner en quelque sorte avec d'autres modèles, l'économie paysanne, l'économie communautaire, coopérative, etc. Tout cela allait travailler ensemble et se développer. Ça n'a pas été le cas et personne aujourd'hui ne sait vraiment définir cette « *économie plurielle* ». Il y a en plus une contradiction permanente entre une très forte centralisation de l'État et une volonté de reconnaissance des autonomies départementales, municipales.

Donc on reste sur un modèle basé sur l'exploitation des ressources naturelles ?

Dimitri de Boissieu. Oui, tout à fait. Par exemple, l'YPFB, l'entreprise d'hydrocarbures, contribue à hauteur de 38 % au budget de la nation en 2015. C'est cette rente gazière, et les prix très élevés des matières premières jusqu'en 2015 qui ont permis toutes ces politiques sociales. Ce qui est évidemment risqué. On estime que les réserves de gaz seront épuisées dans une quinzaine d'années et il y a un retournement des prix des matières premières. C'est pour cela que le pouvoir intensifie le développement de l'agro-industrie dans l'est du pays et qu'il mise sur de nouvelles exploitations minières, par exemple, le lithium.

Comment les peuples autochtones se sont retrouvés dans un tel modèle économique

Claude Le Guill. Je suis retourné récemment dans une communauté où j'ai vécu un an dans le Nord-Potosi et j'étais très surpris. Tout le monde disait « *C'est fabuleux, c'est le grand changement...* » Bon, au bout du compte, il y avait un grand gymnase, un terrain de foot et on vendait du poulet, ce qui était rarissime auparavant. Mais j'ai vu beaucoup plus d'argent, beaucoup plus de bus et de moyens de transport dans cette zone assez reculée désormais connectée avec les villes.

Je crois que la population se retrouve dans ce pragmatisme à la Morales : on valorise une identité indienne traditionnelle, dans le même temps, on va vers la ville, on cherche la modernité et la consommation, on est paysan, mais aussi on est maçon, on se déplace entre villes et campagne pour travailler. Tout cela s'emboîte et les Boliviens le vivent très bien. Il y a eu tout un romantisme de l'indianité, pour lutter en fait contre le néolibéralisme, mais qui jouait sur des représentations assez fausses parce que ces communautés n'existaient plus vraiment ou s'étaient beaucoup transformées. Morales, c'est ce mélange : un peu indianiste, un peu étatique, un peu socialiste, très productiviste. Tout cela reflète les dynamiques qui existent dans les communautés andines. Et tout cela fonctionne.

Vous racontez pourtant, Dimitri de Boissieu, la multiplication des luttes locales et des oppositions à des projets de développement, face surtout à l'agro-industrie.

Dimitri de Boissieu. Il y a trente-six nations indigènes reconnues et c'est donc une énorme diversité de situations sans compter la variété très forte des écosystèmes. On ne peut généraliser. Là où il y a le plus de contestations, c'est dans les zones forestières de l'est du pays et notamment en lien avec l'obligation de consultation des populations en préalable à tout grand projet. C'est un droit qui n'a pas été respecté à plusieurs reprises par le gouvernement. Cela a créé des luttes très fortes dès que le gouvernement passait en force, ces projets détruisant des écosystèmes qui sont les lieux de vie aux équilibres fragiles de communautés indigènes.

Le conflit du Tipnis, en 2011, territoire indigène et zone nationale protégée, a été **l'un des plus gros conflits** que Morales a eu à gérer. Il s'agissait de traverser le parc national avec une grande route pour connecter différentes régions de la Bolivie avec, en arrière-plan, un projet global de développement d'aéroports, de routes, de réseaux de télécommunications qui permettaient de relier les pays de la région et de l'Amérique du sud et de mieux exporter vers l'Europe, vers la Chine.

Claude Le Guill, vous avez travaillé sur le développement des exploitations minières. Y a-t-il également des luttes contre ce secteur ?

Claude Le Guill. Non, pas vraiment. Les seuls lieux où il y a de fortes contestations sont des territoires où il existait des économies alternatives créées par les populations. Dans les Andes, là où j'ai travaillé, il existe des petites mines un peu partout et, de fait, tout le monde est mineur, paysan mineur. Les exploitations minières ne sont absolument pas contestées. Par exemple, le lac Poopó est un emblème de **la dévastation écologique minière** et a d'ailleurs été reconnu comme désastre naturel. Mais les dirigeants locaux qui se battent pour ce lac le disent : ils travaillent à la mine et ne sont pas opposés

à cette activité. La lutte est plutôt entre mineurs privés, publics, coopératifs, communautaires pour prendre le contrôle des gisements et les exploiter.

L'autre « illusion écologiste », c'est le développement très rapide de l'agro-industrie. C'est un choix politique assumé pour intégrer l'agriculture bolivienne dans la mondialisation, dites-vous.

Dimitri de Boissieu. Cela se passe surtout dans la région de Santa Cruz et dans l'est du pays. Si l'on prend l'exemple des OGM, il y a eu une autorisation du soja transgénique en 2005, juste avant l'accession de Morales au pouvoir. Rien n'a été fait pour stopper cela. Plusieurs textes ont semé la confusion, dénonçant les OGM mais en autorisant certains. Le résultat est que nous sommes aujourd'hui quasiment à 100 % de soja transgénique résistant au glyphosate.

En 2015, le pays est devenu le septième producteur mondial de soja avec 1,5 million d'hectares de culture. Et il y a également le maïs, la pomme de terre, le riz, le coton. Tout cela a été fortement encouragé par Evo Morales et, plus encore, par son vice-président qui appelle à étendre les surfaces de production. Cela a été aussi un moyen politique pour calmer les oppositions dans ces départements de l'est, en particulier à Santa Cruz où sont les grands producteurs. Les organisations paysannes ne cessent de protester contre les OGM mais le pouvoir veut se faire des alliés dans les grandes puissances de l'agro-industrie.

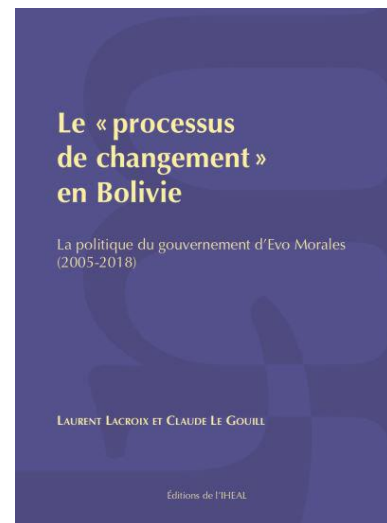
De gigantesques incendies ont suscité beaucoup de débats et de polémiques cet été...

Dimitri de Boissieu. Trois à quatre millions d'hectares ont brûlé dans l'est du pays ces derniers mois. Morales et le gouvernement ont mis en cause le réchauffement climatique, ils ont accusé les pays industrialisés... Mais ce qui n'est pas dit, c'est qu'il y a environ une déforestation d'un million d'hectares chaque année, déforestation promue par le gouvernement et le vice-président. Depuis 2014, plusieurs lois et décrets permettent cette déforestation. De fait, la Bolivie est un brasier depuis plusieurs

années... Chaque année, deux millions d'hectares partent en fumée de manière légale ou illégale. La Bolivie est en train d'hypothéquer son avenir.

Pourquoi alors, un tel grand écart entre ces discours Pachamama, droits de la nature, vivre bien... et la réalité des politiques ?

Dimitri de Boissieu. Je pense qu'il y avait au début une intention réelle de construire un système alternatif et innovant pour intégrer ces questions environnementales et écologistes. Et puis, assez vite, Morales s'est rendu compte que cette voie était beaucoup plus complexe. Le conflit du Tipnis a révélé cela. Beaucoup de personnes dans ses équipes ont démissionné pour marquer leur désaccord. Et Morales est resté avec des collaborateurs qui ne se souciaient pas d'écologie.



Claude Le Guill. Les discours sur l'indianité, les droits de la nature, la Pachamama ont été une arme politique efficace pour lutter contre le néolibéralisme pilleur et destructeur et emporter le pouvoir. C'est un élément symbolique qui unifie tout le monde, qui était fortement relayé par tout le réseau international d'ONG, qui a d'ailleurs rompu avec Morales au moment du conflit du Tipnis. Morales ne peut renier totalement ce discours. Donc des réalités politiques l'ont rattrapé, les pressions des multinationales, des gouvernements, l'opposition à Santa Cruz.

Ce qui est un peu effrayant, en fait, dans le cas de la Bolivie, c'est comment un pouvoir qui part avec de belles ambitions, des projets innovants, se retrouve à devoir rentrer dans le rang : ce n'est pas très bon signe pour les recherches alternatives. Les secteurs économiques sont plutôt contents, les populations rurales également parce qu'il y a le développement, la croissance, l'amélioration très nette du niveau de vie. Mais l'utopie d'un socialisme démocratique et collaboratif s'est perdue en route.

En termes plus politiques, le projet Morales était une démocratie participative, très décentralisée, plurielle. Est-ce que cela a avancé ou y a-t-il un régime menacé d'autoritarisme avec le MAS écrasant le paysage ?

Dimitri de Boissieu. Si je prends l'exemple de la gestion des espaces protégés, qui représentent tout de même 16 % du territoire national, il y a eu au départ la volonté très nette d'associer les populations et les communautés. Dès qu'il y a eu des problèmes, en particulier au moment du Tipnis, le régime a resserré la vis très fortement. Il y a eu recentralisation et les populations indigènes sont de moins en moins partie prenante, tout comme les ONG qui sont hors jeu.

Claude Le Guill. Au niveau local, il s'était passé d'énormes choses, des groupes citoyens, une réinvention de la démocratie locale, des Indiens parvenant enfin à prendre des pouvoirs locaux. Il y a eu de très belles expériences et de véritables victoires. Ensuite, il est vrai que le MAS a cassé tout cela.

Maintenant c'est « *Tu es du MAS et tu n'en es pas.* » Si une municipalité est emportée sans le MAS, elle va être en grande difficulté pour les subventions. Une forme de clientélisme, qui a toujours existé en Bolivie, s'est renforcée ces dernières années.

Pourquoi une période aussi longue de stabilité dans un pays habitué à changer de pouvoir presque tous les ans ?

Dimitri de Boissieu. C'est d'abord une certaine réussite de ce pouvoir et de Morales. Il a réussi également à créer des alliances nécessaires pour ne pas faire imploser le système, notamment avec les secteurs conservateurs de l'est du pays. L'autre élément est qu'il n'y a pas d'autres figures qui ont émergé. Soit parce qu'elles n'existent pas, soit parce qu'ils ont réussi à l'empêcher puisque le MAS a tout de même verrouillé tous les niveaux de pouvoir.

Claude Le Guill. Il faut aussi souligner que quand Morales parvient au pouvoir, il bénéficie de prix très élevés des matières premières et d'un contexte politique très favorable : Chavez au Venezuela, Lula au Brésil, les Kirchner en Argentine, etc. Un exemple : Lula a été très généreux avec la Bolivie lors de la renégociation des contrats de gaz avec la Bolivie. Le paysage a maintenant changé avec Bolsonaro et la crise des gauches en Amérique latine.

Lire également dans **Le Club de Mediapart** le blog de l'universitaire **Jean-Pierre Lavaud sur la Bolivie**

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.